

villes comme MARSEILLE où pourtant François BILLOUX se présentait. Cela démontre l'inefficacité de ce cours sectaire. Pour le second tour les staliniens proposent aux "amis de classe" de la veille des alliances, sur l'essentiel du programme du PCF avec en général, des propositions de répartition de sièges tout à leur avantage. Rien d'étonnant à ce que les dirigeants réformistes refusent et que les ouvriers socialistes ne disent mot. Il n'était pas question bien entendu d'abandonner au second tour tout le programme du PC ce qui aurait faussé la signification politique des élections, mais il était possible, et cela dès le premier tour, de faire des propositions d'action commune à la S.F.I.O. sur un programme d'opposition à la bourgeoisie, même sur le plan communal, et mettre ainsi à profit la démagogie des candidats réformistes.

La deuxième grave erreur stalinienne sur la question de l'Unité est de ne faire de propositions d'Unité d'A LA BASE. Cette erreur se répercute du haut en bas de l'appareil, et il est difficile de voir où se trouve la limite entre la base et le sommet. Non seulement le Bureau National de la C.G.T. ne propose pas l'unité au Bureau National F.O., mais la C.A. locale d'un bloc de 50 habitants ne la propose pas non plus à la C.A. de F.O. correspondante. Cette "tactique" essaie de démontrer aux travailleurs qu'il est nécessaire de réaliser l'unité à la base et de dénoncer les dirigeants F.O. au sommet parce que ce sont des flics avec lesquels il n'y a pas d'unité possible. Cette conception se heurte naturellement à l'hostilité des travailleurs F.O. qui n'ont aucune raison de croire les Benoit Frachon et C° sur parole, et qui ne sont pas persuadés que leurs dirigeants refuseraient l'unité si on la leur proposait. Seulement alors ils pourraient se convaincre de la trahison de leurs dirigeants, et là même encore leur première réaction ne serait pas de réaliser l'unité DANS la C.G.T. mais de forcer leurs dirigeants à réaliser l'unité AVEC la C.G.T.

Il est donc faux de dénoncer à tout propos les dirigeants F.O. pour soit disant amener les travailleurs à la C.G.T. tant que ces derniers ne sont pas à même de comprendre la trahison de leur direction. Il faut au contraire proposer le F.U. à la base et au sommet et dénoncer seulement ensuite les dirigeants F.O. s'ils refusent de s'associer au mouvement ou essaient de le détourner de sa voie, car ainsi ils rendent sensible aux travailleurs organisés sous leur direction le peu de cas qu'ils font de leurs intérêts.

est certain que nous ne pouvons attendre des dirigeants staliniens de la C.G.T. une conception trotskyste du F.U. qui risquerait d'amener un élargissement rapide des luttes et de déborder leur direction bureaucratique, qui ouvrirait la voie à la réunification syndicale et par suite rendrait un gouvernement ouvrier communiste socialiste quasi inévitable.

Notre tâche est de forcer les dirigeants de la C.G.T. à proposer de tels F.U. Evidemment notre orientation générale nous interdit de prendre ouvertement une position d'oppositionnels sur cette question, et nous devons agir autrement, en facilitant l'expression de ce courant d'unité qui existe dans la classe ouvrière, autrement dit, en modifiant les rapports entre la base ouvrière, organisée ou non dans la C.G.T. et la direction syndicale stalinienne.

Quelle est actuellement la nature de ces rapports. L'expérience de notre région montre ce qui suit :

Avant toute chose ce qui frappe c'est l'incapacité et la faiblesse politique des bureaucrates syndicaux ( par bureaucrates j'entend les dirigeants qui n'ont aucun liens avec la classe ouvrière depuis qu'ils sont plus ou moins permanents, et non les leaders de corporations qui sont souvent les meilleurs militants ouvriers). Cette incapacité politique s'explique par leur nature sociale elle-même. En fait le terme "bureaucrate" est mal choisi car il prête à confusion entre deux types sociaux différents : le bureaucrate "russe" et le fonctionnaire syndical cégétiste. Les bureaucrates russes tirent un avantage matériel et social de leur situation privilégiée. Ils ont de ce fait des intérêts communs à défendre, donc forment une caste et appliquent consciemment une politique anti-ouvrière destinée à maintenir et renforcer leurs privilèges. Les fonctionnaires syndicaux au contraire ne tirent aucun avantage substantiel de leur situation, n'ont aucun intérêt commun à défendre en tant que bureaucrates

.../...